



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

A BAS L'AUSTERITE ET LA MISERE ! A BAS LES MENSONGES IDEOLOGIQUES !

RENFORCONS LE FRONT OUVRIER

■ Les années 80 se terminent et le capitalisme continue de s'enfoncer inexorablement et sans retour dans la crise. Les années 80 se terminent et le capitalisme se révèle encore plus décadent et barbare que jamais avec toutes ses manifestations de décomposition accélérée et ses tensions guerrières permanentes, meurtrières et chaque jour plus menaçantes pour la survie même de l'humanité (cf. page 7). Mais les années 80 en s'achevant ont confirmé de façon éclatante l'affirmation et la détermination de la classe ouvrière, le renforcement de son combat chaque jour plus large, plus massif, plus uni pour refuser le sort que cherche à lui faire subir le capitalisme.

Ce combat contre la misère, la classe ouvrière le mène aujourd'hui partout dans le monde à l'Est comme à l'Ouest mais surtout en Europe occidentale, dans les centres vitaux du capitalisme, là où elle est la plus puissante, là où elle a les moyens de faire la décision.

En France même, l'année 1988 s'est terminée sur une flambée massive de colère et de combativité qui s'est exprimée en particulier parmi les ouvriers du secteur public. Et cette montée de la pression ouvrière à travers tout le pays a obligé la bourgeoisie à déployer toutes ses forces d'encadrement (partis de gauche, syndicats, gauchistes), à mettre en oeuvre toutes ses manoeuvres de sabotage et même à les peaufiner, notamment à travers les coordinations (cf. p.3).

Cette affirmation de la classe ouvrière, le développement de plus en plus marquant de son combat sont, aujourd'hui plus que jamais, les facteurs déterminants de la situation. Et la perspective, même immédiate, ne peut être qu'à la confirmation et au renforcement de ce combat d'autant que la crise du capitalisme (cf. p.7) va faire peser encore plus lourdement ses effets sur la classe ouvrière en particulier et que celle-ci aura encore moins que jamais d'autre choix que celui de se défendre avec plus d'acharnement et de clairvoyance.

La bourgeoisie est consciente de cette situation, elle connaît l'inévitabilité de cette perspective et c'est ce qui explique pourquoi, sur le terrain des luttes, elle déploie de plus en plus de forces et d'ingéniosité pour y faire face efficacement.

C'est ce qui explique aussi tout son acharnement sur le terrain idéologique, notamment en ce début d'année, pour chercher à brouiller la conscience ouvrière et mettre ainsi le maximum de chances de son côté pour affronter les inévitables combats à venir. C'est, en effet, une véritable offensive idéologique que la classe ouvrière subit aujourd'hui. La bourgeoisie mobilise tous ses médias pour développer une série de campagnes aussi mensongères que venimeuses :

- pour tenter d'entretenir des illusions, parmi les ouvriers, sur l'avenir et espérer calmer ainsi leurs ardeurs combattives n'essaie-t-on pas de nous faire croire - démonstration, graphiques, chiffres à l'appui -, que nous serions en train de sortir de la crise, que l'heure des vaches maigres est terminée pour le capitalisme donc pour la classe ouvrière. Que les salaires ouvriers baissent dès janvier pour cause de déficit de la Sécurité Sociale, que le gouvernement se prépare à attaquer encore plus fort et rapidement les ouvriers au niveau de la protection sociale, qu'on nous annonce par exemple un plan de plus de 2 500 nouveaux licenciements à Renault, tout cela n'empêche pas les économistes, les politiciens et les journalistes bourgeois de mentir ;
- pour chercher à déboussoler la classe ouvrière, à saper la prise de confiance qu'elle a de plus en plus en elle-même ne nous parle-t-on pas sans cesse de retour des "extrémismes de droite" un peu partout dans le monde ? Ou d'un "glissement à droite de la société en France" comme dit le PCF ? La classe ouvrière, si on les écoute, est en train d'abandonner son terrain de classe, son véritable combat parce qu'elle déserte les syndicats, parce qu'elle s'en méfie de plus en plus, parce qu'elle en veut de moins en moins dans ses luttes.

Mais c'est sa force véritable qu'elle exprime ainsi en se dégageant de plus en plus clairement de l'emprise des organes bourgeois, spécialistes en sabotage des luttes, les syndicats ;

- pour tenter de dévoyer les préoccupations réelles des ouvriers et les détourner de leurs luttes pour la défense de leurs conditions de vie, tous les moyens sont bons. Cela va des campagnes électorales à répétition (aujourd'hui en France les municipales, demain les européennes, etc.) en passant par le cirque permanent et assommant de la commémoration de 1789 (cf. p.8) sur fond de grandes croisades internationales sur les "droits de l'homme" à l'Ouest et de "perestroïka" et "glasnost" à l'Est.

Ainsi on veut nous faire croire que la classe ouvrière a les mêmes intérêts que la bourgeoisie, qu'elle doit défendre les "valeurs" de son ennemi, qu'elle doit se battre pour la "démocratie bourgeoise" qui l'exploite depuis toujours et qui aujourd'hui l'entraîne vers plus de misère et de barbarie.

Et c'est en France, où aujourd'hui le "scandale" Pechiney révèle, encore une fois, les magouilles écoeurantes des bourgeois de tous bords et confirme l'antagonisme mortel d'intérêts entre les deux classes, que la bourgeoisie, PS et PC en tête, développe avec le plus d'acharnement cette campagne.

Non, les ouvriers n'ont pas à se laisser distraire, déboussoler, mystifier par tout ce cirque.

Non, ils n'ont pas à baisser les bras, à relâcher leur pression revendicative, à se laisser détourner de leur terrain, de leur combat de classe.

Aujourd'hui plus que jamais, l'heure est au renforcement du front ouvrier, au développement de ses luttes massives et unies.

JE

COMMENT ETENDRE LA LUTTE ?

■ La compréhension grandit dans les rangs ouvriers que pour gagner, pour être forts, il nous faut être le plus nombreux possible dans la lutte, il faut que la lutte s'élargisse toujours plus, il faut qu'elle soit capable d'opposer à la bourgeoisie et son Etat un front ouvrier massif, solidaire et uni.

Mais comment élargir la lutte ? S'agit-il de refaire l'expérience de la SNCF durant l'hiver 86-87 ou de la grève des hôpitaux cet automne ? Certes ces luttes ont été particulièrement massives, impliquant des dizaines de milliers de travailleurs. Certes, elles ne sont pas restées cantonnées à une usine, à un lieu de travail, et ont pris une ampleur nationale. Pourtant l'une comme l'autre, en se laissant enfermer dans le corporatisme le plus étroit, ont totalement échoué à imposer un rapport de force capable de faire reculer la bourgeoisie.

S'agit-il de reprendre l'exemple de la grève à la SNECMA au printemps dernier ? Là, malgré la volonté très grande des grévistes de rompre leur isolement, malgré les nombreuses délégations qui ont été envoyées un peu partout, d'un bout à l'autre de la région parisienne, la grève est restée cantonnée, dix

semaines durant, à trois usines de la SNECMA, et au bout du compte les ouvriers ont repris le travail battus et démoralisés.

L'EXTENSION GEOGRAPHIQUE EST LA SEULE POSSIBLE

Pourquoi ces échecs ? Parce que, à chaque fois, c'est une pseudo-extension qui nous a été proposée. Loin de permettre l'élargissement de la lutte, les syndicats et les "coordinations" (de "cheminots", d'"infirmières" ou encore "inter-SNECMA") n'ont fait que mettre en avant l'enfermement de la lutte dans la corporation ou tout au plus dans la branche. A chaque fois, en en faisant une affaire de "cheminots" ou d'"infirmières", ou encore en prétendant - comme dans la grève à la SNECMA - donner comme préalable l'extension de la grève "aux autres usines du groupe", ils ont imposé d'entrée au combat des limites contre lesquelles la dynamique du mouvement ne pouvait que se briser et qui ont réduit les ouvriers à l'impuissance.

Sommaire

FRANCE	
.Leçons de la grève à la RATP.....	p.2
.Elections municipales.....	p.2
.Affaire Pechiney.....	p.2
.Les coordinations contre l'unité des luttes..	p.3
JANVIER 1919 : la Social-Démocratie écrasée	
.l'insurrection ouvrière en Allemagne.....	p.4
MILITARISME.....	p.5
1938 : Fondation de la "4ème Internationale".....	p.6
CRISE ECONOMIQUE.....	p.7

Au contraire la seule véritable extension c'est celle qui d'emblée, dès le début de la lutte, refuse toutes les divisions que veut nous imposer la bourgeoisie : divisions entre privé et public, entre corporations ou catégories professionnelles, entre groupes industriels, entre branches, entre chômeurs et actifs. Ces divisions sont autant d'armes entre les mains de la bourgeoisie, tandis que dans la réalité, c'est la même austérité, le même chômage qui s'abatent indistinctement sur tous les ouvriers et qui sont mis en oeuvre par une bourgeoisie qui, elle, est bien unie et solidaire contre les ouvriers.

C'est pourquoi la seule véritable extension, c'est celle qui se fait sur la base de la proximité géographique. C'est celle qui se donne comme premier objectif de prendre contact avec les travailleurs d'autres entreprises à proximité immédiate, indépendamment du secteur, de la branche d'activité ou de la corporation, pour les appeler à se joindre au combat. C'est un mouvement qui fait tâche d'huile en englobant de proche en proche de plus en plus de secteurs de la classe dans un même combat.

D'abord parce que, contrairement à ce que prétendent toujours les syndicats et les gauchistes, se rendre massivement à l'usine d'à côté, dans le même

(SUITE PAGE 3)

IL FAUT LUTTER EN-DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS

■ Le 11 janvier dernier, la CGT appelait les ouvriers d'entretien de la RATP à faire grève 24 heures ! La réaction de ceux-ci était claire et nette comme leur refus de se mettre en grève. "Pour qui nous prend la CGT ?" pouvait-on entendre. Alors qu'ils ont fait grève derrière la CGT durant cinq semaines, de la mi-novembre à presque fin décembre pour ne rien obtenir, alors que la CGT s'est servie d'une part de leur combativité et l'a utilisée aux fins politiciennes du PCF, et que, d'autre part, grâce à un travail permanent d'isolement et de cloisonnement, elle faisait en sorte de laisser cette combativité et cette colère se manifester mais dans les seuls ateliers, poussant les ouvriers à tourner en rond, combattifs mais isolés.

Ainsi, devant la proposition cégétiste de partir en grève, ne serait-ce que 24 heures -c'est-à-dire encore une journée de travail non payée en plus !- le sentiment des ouvriers d'entretien d'avoir été dupés, manipulés, ne pouvait que ressurgir. Et il y a de quoi !

Mais ce ressentiment, cette défiance ne suffisent pas.

LA CGT : POUR LA DIVISION, L'ISOLEMENT ET LE DEBOUSSOLEMENT

Pour beaucoup, la CGT a "trahi" la grève en l'enterrant à la fin, en poussant à la reprise du travail avant les fêtes de fin d'année ; même si cet aspect de son travail de sabotage existe bel et bien, il faut être conscient que c'est du début à la fin de la grève que la CGT, soutenue par les autres syndicats et par le gouvernement dans un partage des tâches, a entretenu l'isolement, poussé à la division et à l'enfermement entre les ateliers eux-mêmes et au sein de la RATP même, tout en mettant en avant la colère seule pour mieux déboussoler les ouvriers.

C'est de fait tout ce travail de sape que la CGT a développé qui a constitué la réelle défaite de la grève ; la fin de celle-ci n'était qu'un moment de toute l'entreprise de manipulation et de dévoiement de la combativité ouvrière menée par la CGT. Ainsi, la CGT, dès le début, mettait en avant la revendication démagogique des 2 000 F d'augmentation salariale pour les ouvriers d'entretien. Revendication démagogique parce qu'on sait pertinemment que le gouvernement ne paiera jamais ça aujourd'hui ! Les infirmières elles aussi s'étaient laissées embarquer

par cette revendication s'en rendant compte à la fin de leur mouvement ; les postiers avaient baissé à 1 000 F la leur, contre les propositions cégétistes, sachant que demander plus était tout à fait illusoire. Mais la CGT cherchait à travers cette revendication radicale à se faire le champion de la lutte et surtout à en faire une arme de son entreprise de division et d'enfermement des ouvriers d'entretien par rapport à leurs frères de classe qui, eux, sentent cette revendication démagogique.

Parallèlement à cela, la CGT, grâce aux actions commando comme le blocage de bus dans certains dépôts, poussait à diviser encore plus les ouvriers d'entretien des conducteurs de bus et de métro, à les isoler les uns des autres. Elle entretenait une grève artificielle dans certains dépôts de bus isolés, menaçant physiquement les ouvriers qui voulaient sortir des dépôts, sortir de l'isolement, ou bien ceux qui ne voulaient plus participer à cette grève ignoble et reprenaient le travail.

On assistait à une somme de grèves isolées, cloisonnées, dépôt par dépôt, atelier par atelier, avec chacun ses modalités de grève. Ainsi on a vu la CGT souligner fièrement qu'ici on faisait la grève reconductible toutes les 24 heures, là grève de 2 heures par jour, ici grève illimitée, etc... et cela pour les seuls ateliers ! Cela afin de noyer encore le poisson et de pousser à l'épuisement.

Une fois que le terrain de la division, de l'enfermement était bien mis en place et lorsque la démobilité et l'écoeuré provoqués par elle devenaient manifestes et grandissants, la CGT reprenait sournoisement la campagne du gouvernement sur "le service minimum" et la "gêne occasionnée aux usagers" avec de plus en plus de poids, rappelant insidieusement la grève des cheminots de 86-87, cherchant à provoquer un sentiment de culpabilité chez les ouvriers (tout en se donnant l'air d'attaquer la direction de la RATP !) ; ainsi la CGT achevait la grève deux jours avant Noël ; ce sera son "cadeau" au gouvernement. Celui des ouvriers on le connaît : un mois sans salaire pour rien, le déboussollement et l'épuisement en prime.

PLUS LES SYNDICATS SONT A L'ECOUTE DES OUVRIERS, PLUS ILS SONT DANGEREUX

Ce sabotage en règle, cette manoeuvre anti-ouvrière, la CGT a pu les accomplir parce que les ou-

vriers lui ont laissé la place de le faire. Ils doivent être conscients que leur méfiance anti-syndicale n'a pas empêché la CGT d'agir dans leurs rangs contre eux. Ils se sont faits bernés par les discours démagogiques, par les propositions radicales en paroles, ils se sont laissés intimider par l'aspect volontaire et décidé de la CGT, de ses grandes gueules et de ses gros bras.

Il ne suffit pas de se méfier des syndicats, il faut les rejeter entièrement des luttes ouvrières.

Les grèves de l'automne dernier, et celle de la RATP, ont encore montré que, face à la méfiance ouvrière, les syndicats peuvent adapter leur langage et attendre la moindre brèche ouverte en leur faveur, la moindre illusion, pour s'y jeter en force afin de les mener à la défaite.

Il ne faut pas croire qu'on peut forcer les syndicats à être de notre côté, ni attendre qu'ils y soient, pas plus qu'ils pourraient négocier à notre place. C'est lorsqu'ils reprennent en parole les mots d'ordre des ouvriers, qu'ils semblent adhérer à leurs revendications, qu'ils sont les plus dangereux.

Ce n'est pas lorsque les syndicats sont ouvertement contre la lutte qu'ils peuvent saboter parce que leurs manoeuvres sont évidentes. Mais c'est quand ils ont l'air d'être avec les ouvriers, de défendre les besoins de leur lutte, qu'ils sont les plus dangereux, parce qu'ils peuvent développer leur travail de sape de la façon la plus efficace. Qu'on se souvienne encore de la grève à la SNCF durant l'hiver 86-87 !

Une fois le mouvement des cheminots défait, la CGT se plaçait à la pointe en appelant à l'extension de la lutte dans l'ensemble du secteur public ; mais ce n'était en aucun cas dans l'intérêt de la lutte, et bien au contraire dans le but d'étendre la défaite des cheminots au plus grand nombre possible de secteurs de la classe ouvrière.

Ainsi, il ne faut laisser aucune place aux syndicats, aucune initiative, et pour cela les rejeter des assemblées générales, des comités de grève ; pour cela et pour pouvoir développer la lutte réellement, les ouvriers doivent prendre l'ensemble de leurs luttes en main eux-mêmes, développer leurs propres mots-d'ordre, leurs propres revendications, leurs propres méthodes de lutte, c'est-à-dire prendre la réelle initiative de la lutte.

PPR

"Municipales"

LES ELECTIONS SONT L'AFFAIRE DE LA BOURGEOISIE, PAS DE LA CLASSE OUVRIERE

■ En décembre :

- A gauche, PC et PS s'entre-déchiraient. Les accords électoraux n'étaient pas encore conclus ! A ce moment là, le PC prenait les travailleurs notamment ceux de la RATP en "otage" pour négocier en meilleure position l'obtention d'un maximum de mairies et d'élus dans les municipalités. Il n'est un secret pour personne que le PC se procure des fonds, paye ses permanents et obtient ses troupes (main-d'oeuvre servile, service d'ordre des manifestations...), pour une bonne part à travers les mairies de la banlieue "rouge" de la région parisienne.

- A droite, le paysage politique se partageait entre un centre caressant l'espoir de convoler en justes noces avec le PS dans le "consensus", une fraction du RPR anachronique et le Front national (FN) exsangue.

Il a suffi qu'à l'horizon se profile des élections municipales pour que cessent les chicanes et que

tout ce beau monde retrouve les accents du "choisir son camp". Que voyons nous aujourd'hui ? La séparation gauche/droite réapparaît. Pour mieux jouer leurs rôles, les uns radicalisent leur ton, les autres bandent leurs muscles sur l'air de "au nom de la loi et de l'ordre". Pour l'ensemble de la bourgeoisie, il s'agit, grâce à cette nouvelle manoeuvre, de faire monter les enchères, de dramatiser les enjeux avec ce faux antagonisme entre la gauche et la droite et de tenter, une fois de plus, d'entraîner la classe ouvrière dans l'isolement.

Comment s'y prend-elle ? D'abord, chacun joue son jeu pour obtenir le maximum, on ne peut pas demander d'être fair-play à des requins quand des milliards sont en jeu.

La gauche mène le jeu notamment le PS et, pour ce faire, on ressort l'épouvantail de Le Pen, du FN, du fascisme, en jetant le problème des immigrés dans les pattes de la droite. Nous avons pu constater

combien cette tactique s'est avérée payante au cours des dernières élections.

Aujourd'hui, on veut nous rejouer le même scénario ! Pour la préparation des futures élections municipales, Mitterrand profite du traditionnel "message" des vœux du nouvel an aux français pour se redonner, à moindre frais, un "look" de gauche et pour redonner une nouvelle jeunesse au Front national en annonçant des mesures en faveur des immigrés. Mais cette fois la ficelle est trop grosse. La mayonnaise ne prend pas, même si le FN relève un peu la tête et si, au sein de la droite (RPR, UDF), la pilule est difficile à avaler.

La gauche avec la campagne en faveur de la liberté, des immigrés essaye donc de se donner à moindre frais un langage humain, la gauche a du coeur. Et sur ces entrefaites le PC et le PS se réconcilient et mettent en place des listes de "rassemblement de la gauche" (cf. la "déclaration commune" du 12 janvier 89).

Les nouvelles mesures soi-disant "pour les immigrés" ne remettent nullement en question les "lois Pasqua" de 1986, bien au contraire (1). En octroyant quelques facilités aux immigrés pour acquérir la nationalité française, ou en leur laissant entrevoir un futur droit de vote (alors même que les ouvriers contestent de plus en plus le piège des élections), le gouvernement ne fait que livrer un nouvel emballage aux mesures déjà existantes, cherchant à donner l'illusion de donner ses contours trop ouvertement répressifs, pour les rendre plus crédibles. Il ne s'agit certes pas là d'un "cadeau" pour les immigrés. Par contre, c'est un cadeau offert par le PS à Pasqua !

Quant à nous, il nous faut dénoncer cette manoeuvre électorale pour ce qu'elle est. Il s'agit à la faveur de ce faux affrontement droite/gauche de tenter de faire voter le maximum d'ouvriers et de gagner le maximum de mairies. Il ne s'agit en rien d'un virage à gauche du PS et surtout pas d'un élan de générosité de sa part. La bourgeoisie est toujours composée d'une classe cynique et rapace d'affairistes. La classe ouvrière n'a pas à prendre place à son banquet électoral.

M.Rx

Affaire Péchiney : LE PS A LA SOUPE ...

LA SOUPE POPULAIRE POUR LES OUVRIERS

■ Délit d'"initiés" dans l'affaire Péchiney, magouilles financières autour de la Société Générale : depuis plusieurs semaines -campagne électorale oblige- la classe politique bourgeoise française déballe, sur la place publique, son linge sale.

Aujourd'hui on nous révèle que ce sont des petits copains du PS et même des "proches" de Mitterrand et Bérégoïvy qui se remplissent les poches dans des affaires particulièrement juteuses.

On veut nous faire croire qu'il ne s'agit là que de quelques brebis galeuses. Mais il ne faut pas s'y tromper. Ces deux affaires ne sont que l'arbre qui cache la forêt. D'ailleurs, ce sont les chefs de chaque parti politique qui le révèlent eux-mêmes à travers une polémique écoeurante à travers laquelle ils se renvoient d'autres "affaires" à la figure.

De telles "affaires" ne montrent pas seulement les pratiques douteuses de quelques-uns, elle révèlent la pratique quotidienne de la bourgeoisie tout entière.

A travers chaque élection, chaque fraction de cette classe trouve l'occasion de placer ses propres poulaillers pour en tirer le maximum de bénéfice. Aujourd'hui ce sont les socialistes au gouvernement qui "arrosent" leurs amis Pelat, Theret et compagnie, hier c'était Chirac et Balladur qui le faisaient avec les leurs, etc. Et il ne faut pas croire que le PC est en reste ; s'il n'est pas aujourd'hui

aux commandes de l'Etat, il n'en profite pas moins de ses municipalités. Voilà pourquoi l'échec de mars prochain est vitale pour lui et qu'il a mis tout le paquet ces derniers mois, à travers la CGT, pour faire pression sur le PS dans les marchandages pré-électoraux et obtenir ainsi la part du gâteau qui lui revient.

Quant à la campagne qui est lancée aujourd'hui sur la nécessité de "moraliser" les rapports entre la politique et l'argent, au-delà de l'hypocrisie et du mensonge qu'elle contient, elle cherche surtout à nous faire croire aux "valeurs" de la démocratie bourgeoise.

Les ouvriers n'ont aucune illusion à se faire ni dans la démocratie bourgeoise ni dans ses partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ces partis n'existent que pour défendre les intérêts fondamentaux de leur classe et pour mener les pires politiques anti-ouvrières, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Et comme on le voit clairement aujourd'hui, cela ne les empêche pas de défendre les intérêts particuliers de leur fraction et d'arroser au passage leurs petits copains.

Et plus ils se disent "socialistes", "communistes", ou "défenseurs de la classe ouvrière", plus ils sont hypocrites et dangereux.

JE

LES COORDINATIONS CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis quelques années, au milieu des années 80, de nouveaux organes, les coordinations, ont surgi qui prétendent représenter les réelles aspirations de la classe. S'agit-il de véritables émanations de la classe et des besoins de sa lutte ? L'expérience de plus en plus large de ce phénomène montre qu'il s'agit en fait, au contraire, d'armes suscitées et développées par la bourgeoisie contre les luttes ouvrières. Ces coordinations correspondent non aux besoins unitaires de la classe, mais, à l'inverse, aux besoins de la bourgeoisie de faire barrage aux aspirations présentes dans la classe.

L'évolution rapide de ces organes baptisés "coordinations" est elle-même non seulement significative de la capacité de la bourgeoisie à occuper le terrain, mais aussi de la pression exercée par la classe, des pas en avant que le prolétariat a été capable d'accomplir pendant cette période et qui contraignent l'ennemi à raffiner les formes de son encadrement. Ainsi, les premières coordinations apparues en Europe, celle des dockers en Espagne dès 1984/85 ou celle des conducteurs de train en Italie durant l'été 87, ont très vite dévoilé leur ambition de "renover" le syndicalisme, de faire du "syndicalisme de base", en s'érigent en structures permanentes sur le même terrain que les syndicats. Par contre en France, c'est-à-dire dans un des pays où les syndicats apparaissent le plus discrédités et le plus contestés, l'essor des coordinations et la façon dont elles se présentent sont avant tout révélateurs des capacités d'adaptation manoeuvrières et stratégiques de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs là que ces organes ont été expérimentés à une échelle beaucoup plus large. Depuis la grève des cheminots en France de décembre 86 qui a vu émerger des coordinations de ce nouveau type, le scénario a été largement réutilisé avec la "coordination des instituteurs" en février 87 puis la "coordination inter-SNCF-SNCPMA" au printemps 1988 et surtout avec le mouvement dans les hôpitaux à l'automne dernier.

En fait, accomplissant le même travail que les syndicats, les coordinations, en se donnant l'apparence de fonctionner pour et dans la lutte, ont pu reprendre les besoins unitaires essentiels de la lutte pour les retourner contre les intérêts des ouvriers.

LES COORDINATIONS CONTRE L'EXTENSION DES LUTTES

L'extension de la lutte traduit d'emblée le besoin des ouvriers de ne pas rester minoritaires et isolés, mais au contraire d'élargir leur mouvement.

La nécessité d'étendre la lutte ne peut prendre un sens réel que si elle se traduit concrètement par une unité entre différents secteurs de la classe, que si plusieurs secteurs se trouvent impliqués dans une même lutte.

Il n'existe qu'une possibilité de réaliser cette extension permettant à la lutte d'être à la fois la plus massive possible et de s'étendre vers d'autres secteurs : c'est de proche en proche, géographiquement. Quand une lutte éclate à un endroit donné, elle est amenée à s'élargir, à s'étendre autour d'elle, en faisant tâche d'huile (voir p.1).

C'est exactement à l'opposé de ce besoin qu'agissent les coordinations : elles poussent les ouvriers vers une division plus forte de la lutte ; à l'intérieur même d'un secteur, elle les enferme par catégories ou par corporations. Ainsi, dans le secteur hospitalier, cette entreprise de division va jusqu'à saucissonner, émietter la lutte autour de 9 coordinations différentes, chacune mettant en avant des revendications spécifiques, afin que chacun lutte dans son coin, de façon la plus cloisonnée possible. Elles vont plus loin encore dans ce sens que les syndicats eux-mêmes.

La "coordination infirmière" notamment a constamment mis en avant pour justifier son corporatisme et isoler les infirmières du reste du secteur hospitalier l'affirmation mensongère que les revendications unitaires avaient pour résultat de "diluer et d'affaiblir" les revendications propres aux infirmières. Tout au long du mouvement, cette "coordination" a érigé le corporatisme en modèle, exaltant les pires comportements élitistes, polarisant la lutte sur les revendications les plus spécifiques et exclusives, sur des questions de "statut" particulier, de "revalorisation de la profession", en opposant leurs intérêts à ceux des autres travailleurs de la santé, en enfouissant le clou : "on est plus forts si on défend nos intérêts particuliers tout seul".

Mais, quand la pression ouvrière est plus forte et qu'elles proposent de suivre les ouvriers, l'extension que les coordinations mettent en avant est une extension bidon à l'intérieur d'un même secteur (SNCF, SNCPMA, secteur hospitalier). Là encore, une série d'explications mensongères ont été fournies pour détourner les ouvriers d'une extension réelle de la lutte, pour rejeter ceux qui voulaient cette extension réelle : à la SNCF, lorsque la "coordination intercatégorielle" a expulsé manuellement des ouvriers d'autres secteurs, elle clamait qu'il fallait étendre la lutte "d'abord chez nous" et "seulement après, si on peut, dans d'autres secteurs".

Que ce soit en fabriquant une fausse extension dans la catégorie ou dans le secteur, ou en créant de multiples coordinations pour diviser les ouvriers en lutte, de tous les côtés, les coordinations vont à l'encontre des besoins réels d'unification de la classe.

LES COORDINATIONS CONTRE LA PRISE EN CHARGE DE LA LUTTE

L'autre moyen indispensable pour la classe de réaliser son unité est la prise en charge de la lutte à travers des assemblées générales où ce sont les ouvriers eux-mêmes qui décident ensemble et qui contrôlent de bout en bout l'évolution de la lutte.

Cette prise en charge passe par l'élection et la révocabilité à tout moment des délégués par l'ensemble de l'assemblée. Ces délégués sont mandatés pour veiller à ce que soient appliquées les décisions collectives de l'assemblée et ils sont tenus de rendre compte de leur mandat devant l'AG. C'est elle qui est l'organe souverain et non les délégués qui sont les exécutants de la volonté et des décisions prises en AG. Expression de la lutte

elle-même, de son unité et de la volonté d'étendre le combat, d'entraîner dans la lutte des secteurs de plus en plus larges de la classe, les AG elles-mêmes ne peuvent se concevoir qu'ouvertes à tous.

C'est sur une démarche inverse que se fondent les coordinations : ce sont elles qui décident de tout et contrôlent en permanence la situation. Ce sont de faux délégués - soit à travers des structures préparées à l'avance, soit des comités parachutés - qui s'emparent de la direction des opérations, qui appellent aux assemblées ou aux manifestations, jouant exactement le même rôle que les syndicats : une minorité "spécialiste" de la lutte.

Le plus souvent -telles les coordinations intercatégorielles, celle des cheminots comme celle du secteur hospitalier- c'est de façon auto-proclamée que surgissent ces coordinations sans la moindre élection d'une assemblée générale (cf. RI n° 173 et 174)

Dans tous les cas, c'est la même réalité qui est imposée aux ouvriers : ce sont ces coordinations qui dirigent et contrôlent la lutte en lieu et place des assemblées générales, quitte à faire appel à des volontaires et à des ouvriers combattifs regroupés sous l'étiquette "ouvriers syndiqués et non syndiqués" pour faire reconnaître leur pseudo-représentativité et éventuellement ensuite se faire légitimer par un vote en assemblée générale.

De ce point de vue également, les coordinations remplissent exactement le même rôle que les syndicats : agir à la place des ouvriers, jouer à fond sur l'habitude des pratiques syndicales en profitant du manque de confiance en soi de la classe, encourager la passivité et le renoncement aux responsabilités pour persuader les ouvriers qu'il n'y a pas d'autre alternative que d'être derrière les syndicats ou les coordinations.

Enfin, les coordinations ont fait leur cheval de bataille d'une question : la centralisation de la lutte. Celle-ci certes correspond à un besoin ressenti par la classe, mais seulement à un certain stade de développement de la lutte -uniquement lorsque plusieurs secteurs de la classe se trouvent engagés dans la lutte et que peut se poser la nécessité d'élire des délégués à l'échelle d'une ville ou plus largement d'une région.

Avec les coordinations, au contraire, cette question a été posée d'emblée à un niveau national, comme préalable à la lutte elle-même, alors que la grève ne s'était pas encore développée dans le secteur hospitalier en province. Cette centralisation prématurée ne peut correspondre qu'à une centralisation des forces de la bourgeoisie elle-même pour occuper tout le terrain.

Ainsi, alors que les besoins de la classe en lutte vont dans une direction nette et précise : l'extension et la prise en mains de la lutte par les ouvriers, les coordinations que la bourgeoisie balancent dans les pieds des ouvriers vont dans la direction opposée : la division, l'isolement, l'absence de contrôle de la lutte par les grévistes.

Comme la classe est en train de prendre conscience de ce que sont les syndicats et de ce qu'ils font, elle doit prendre conscience de ce que sont les coordinations et de leur rôle réel dans les luttes pour les rejeter énergiquement.

YD

COMMENT ETENDRE LA LUTTE ?

(SUITE DE LA PAGE 1)

quartier, la même zone industrielle, est quelque chose de beaucoup plus concrètement réalisable que de se fixer pour objectif l'entreprise de la même branche ou du même patron, distante de plusieurs dizaines ou centaines de kilomètres. En effet, sur la base de proximité géographique, l'unité du mouvement peut devenir une réalité immédiate sous le contrôle des grévistes eux-mêmes. Elle seule nous donne les moyens d'être réellement ensemble dans la lutte, permet de se retrouver quotidiennement dans des assemblées communes, ouvertes à tous ceux, ouvriers actifs de différents secteurs, chômeurs, qui veulent se joindre au mouvement.

Enfin et surtout, parce que, en refusant d'emblée toute limitation corporatiste, en se donnant comme priorité, au lieu des aspects les plus spécifiques à tel ou tel secteur ou corporation, la mise en avant de revendications et moyens de luttes communs à tous les ouvriers, l'extension géographique s'appuie sur ce qui fait la force de la classe ouvrière : son unité comme classe, contre la bourgeoisie et son Etat. C'est cette unité là que craint la bourgeoisie parce qu'elle implique une dynamique d'élargissement encore plus grand du mouvement, capable d'entraîner de plus en plus de fractions de la classe ouvrière dans le combat. C'est seulement le développement d'une telle unité qui peut faire basculer réellement le rapport de force et contraindre la bourgeoisie à céder.

L'EXEMPLE D'AOUT 80 EN POLOGNE

Ce n'est pas une utopie. Au contraire, c'est la voie par laquelle se sont développées toutes les grandes luttes de la classe ouvrière, depuis la grève de masse de 1905 en Russie en passant par la vague révolutionnaire des années 1917-23. Et ce ne sont pas seulement les mouvements insurrectionnels, mais toutes les luttes ouvrières au 20ème siècle qui ont développé leur force de cette manière.

Ainsi, depuis la reprise internationale des combats ouvriers à la fin des années 60, c'est l'expérience de l'été 80 en Pologne qui l'a le plus clairement et magistralement montré. Face à l'annonce des augmentations de prix, la riposte ouvrière va

s'étendre progressivement à tout le pays, en se développant de proche en proche, ville par ville et non pas sur la base de la corporation ou du secteur. Déclenché le 14 août par la grève du chantier naval Lénine de Gdansk contre le licenciement d'une ouvrière, le mouvement va se généraliser en 24 heures à toute la ville et en quelques jours à toute la région industrielle autour des mêmes revendications communes : augmentation des salaires et allocations sociales, samedis libres, garantie de non-répression des grévistes, suppression des syndicats officiels... Dès le lendemain du début de la grève au chantier Lénine, la nouvelle s'était répandue dans toute la ville. Les tramways arrêtent le travail en solidarité. En même temps, ils décident de continuer à faire rouler le train qui relie les trois grandes zones industrielles de Gdansk, Gdynia et Sopot, et par lequel l'idée de la grève va se répandre, puis qui sera tout au long du mois de grève un moyen de liaison constant entre les usines en lutte. Le même jour, la grève démarre au chantier "Commune de Paris" à Gdynia et s'étend à presque tous les chantiers de la baie, mais aussi aux ports et aux différentes entreprises de la région. Les deux grands chantiers Lénine et "Commune de Paris" deviennent des lieux de rassemblement quotidien des grévistes où se tiennent en permanence des meetings rassemblant des milliers d'ouvriers de différentes usines.

L'organisation de la grève se met en place sur la même base, les mêmes principes par lesquels elle s'est étendue. Les assemblées de grévistes des différentes usines, des différents secteurs, élisent des comités de grève et envoient des délégués au "comité de grève inter-entreprises" (MKS) qui met au point un cahier de revendications communes. Toutes les assemblées de grévistes sont mises au courant quotidiennement des discussions et de l'évolution des négociations par leurs délégués qui font le va-et-vient entre leur entreprise et le MKS qui siège au chantier Lénine.

Les tentatives de division orchestrées par le gouvernement, qui cherche à négocier usine par usine et à faire reprendre le travail dans chaque secteur séparément, se heurtent à ce bloc ouvrier soudé et uni. Ainsi, quand le gouvernement cède très vite des augmentations de salaires pour les ouvriers du chan-

tier de Gdynia et que certains délégués hésitants semblaient prêts à accepter le compromis, ils sont contestés par les délégués des autres usines qui appellent à continuer le mouvement tant que toutes les revendications, de l'ensemble des usines en grève, ne sont pas satisfaites. De nouveaux délégués seront élus par les grévistes.

Dans les jours qui vont suivre, l'exemple lancé par Gdansk, se répandra dans les différentes régions de Pologne. Le signal de la grève de masse est donné. Le rapport de force que vont réussir à imposer les ouvriers est sans précédent depuis les années 20 et va contraindre la bourgeoisie à céder comme jamais aucune lutte ouvrière depuis lors dans le monde n'a réussi à le faire. Plus encore, c'est une expérience formidable qui a été faite -et un acquis ineffaçable appartenant au prolétariat international- de la force potentielle de la classe ouvrière lorsque qu'elle est réellement unie.

Dans les luttes qui se sont développées ces dernières années en Europe occidentale, les germes de cette extension géographique du mouvement, prise en mains par les ouvriers eux-mêmes, ont déjà commencé à s'affirmer. C'est ce qu'ont montré les ouvriers en Belgique, lors des grèves du printemps 86, où les mineurs du Limbourg, refusant de se laisser enfermer comme l'avaient fait un an auparavant les mineurs anglais dans le piège d'une grève corporatiste isolée, se sont rendus en délégations massives à des assemblées de travailleurs du secteur public pour les appeler à se joindre immédiatement au mouvement. C'est la même tendance qui s'est exprimée en Grande-Bretagne en février 88 durant la grève des hôpitaux, où un groupe d'infirmières a pris l'initiative d'aller chercher la solidarité des mineurs et les a entraînés dans des manifestations et assemblées communes, ou comme dans l'automobile (Vauxhall) quand les ouvriers ont voté en assemblée générale une grève de solidarité avec les infirmières.

Ces débuts de prise en mains d'une véritable extension, mêmes s'ils sont encore limités, même s'ils ne sont pas toujours couronnés de succès, montrent la voie à suivre. Il nous faut la poursuivre et la développer en ne comptant que sur nous-mêmes.

PE

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ECRASE DANS LE SANG L'INSURRECTION OUVRIERE

■ Dans le numéro 173 de ce journal, nous avons montré comment la classe ouvrière avait pu être à même de contraindre la bourgeoisie à mettre fin à la première guerre mondiale par sa lutte de masse. La question de la généralisation internationale de la révolution prolétarienne qui avait éclaté un an plus tôt en Russie se posait. S'il avait été plus facile pour la classe ouvrière en Russie de renverser la bourgeoisie, la classe ouvrière en Allemagne avait affaire à une classe dominante autrement plus forte et plus intelligente, qui n'était pas seulement mieux armée du fait de sa force économique et politique, mais qui avait en outre tiré les leçons des événements de Russie. Elle disposait d'un atout important contre la classe ouvrière, le soutien du puissant parti social-démocrate passé de son côté : "Dans toutes les révolutions antérieures, les combattants s'affrontaient de façon ouverte, classe contre classe, programme contre programme, épée contre bouclier. (...) Dans la révolution d'aujourd'hui les troupes qui défendent l'ordre ancien se rangent non sous leur propre drapeau et dans l'uniforme de la classe dominante, mais sous le drapeau du 'parti social-démocrate'. Si la question de la révolution était ouvertement et honnêtement posée dans les termes de capitalisme ou socialisme, les grandes masses du prolétariat n'auraient eu aucun doute ou hésitation. (...) Mais l'histoire ne nous rend pas les choses aussi faciles et confortables. La domination de classe bourgeoise même aujourd'hui sa dernière lutte historique mondiale sous un drapeau étranger, sous le drapeau de la révolution elle-même. C'est un parti socialiste, c'est-à-dire la création la plus originale du mouvement ouvrier et de la lutte de classe, qui est lui-même devenu l'instrument le plus important de la contre-révolution bourgeoise. Le fond, la tendance, la politique, la psychologie, la méthode, tout cela est capitaliste de bout en bout. Seuls restent le drapeau, l'appareil et la phraséologie du socialisme" ("Une victoire à la Pyrrhus", Rosa Luxemburg, 21 décembre 1918). Comme déjà pendant la première guerre mondiale, le SPD allait être le rempart du capital contre les luttes ouvrières. Nous allons voir dans cet article comment la bourgeoisie utilisa au mieux les faiblesses de la classe ouvrière pour imposer son "ordre" au prolétariat.

DESARMER IDEOLOGIQUEMENT LE PROLETARIAT

Dès le 15 novembre, les syndicats et les capitalistes avaient conclu un accord pour limiter la radicalisation des ouvriers en faisant quelques concessions économiques. Ainsi fut accordée la journée de 8 heures sans réduction de salaire (en 1923, elle repassa à 10-12 heures). Par l'intermédiaire des syndicats, des "conseils d'usine" furent instaurés systématiquement, dont l'objectif était de canaliser l'initiative des ouvriers dans les usines, et de les soumettre au contrôle de l'Etat. La bourgeoisie prenait les devants.

Pour affaiblir les Spartakistes, fer de lance du mouvement révolutionnaire, une campagne fut lancée contre eux : outre les calomnies systématiques qui présentaient Spartakus comme composé d'éléments corrompus, pillards, terroristes, les Spartakistes étaient interdits de parole. Le 6 décembre, les troupes gouvernementales occupèrent le journal de la Ligue Spartakus, le Rote Fahne (Drapeau rouge) ; le

9 puis le 13 décembre, le quartier général de la Ligue fut occupé par les soldats. Liebknecht fut dénoncé comme terroriste, responsable de l'anarchie et du chaos. Le SPD appela au meurtre de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dès le début de décembre. Ayant tiré les leçons des luttes en Russie, la bourgeoisie allemande était déterminée à utiliser tous les moyens possibles contre l'avant-garde révolutionnaire en Allemagne. Sans hésitation, elle utilisa la répression contre elle dès le premier jour et ne cacha jamais ses intentions de tuer les dirigeants les plus importants.

Parallèlement, la bourgeoisie s'employa à contrer la dynamique de l'ensemble de la classe. Poussé par le SPD, le conseil des ouvriers et des soldats de Berlin convoqua un congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats (16 au 22 décembre). Ce congrès devait constituer une force centralisatrice avec une autorité centrale. Mais les conditions n'étaient pas encore assez mûres pour réaliser une telle perspective. La dispersion était encore le trait dominant dans la classe ouvrière. Cette centralisation artificielle, **PREMATUREE**, à l'initiative des chiens sanglants du SPD, qui était plus ou moins imposée à l'ensemble de la classe au lieu d'être un produit de sa lutte, constituait d'emblée un obstacle majeur à l'unité de la classe. Ce congrès était en fait une assemblée auto-proclamée, qui parlait au nom des ouvriers mais qui devait les trahir dès sa conception. Il appela à la formation d'une assemblée constituante le plus tôt possible, assemblée qui devait tenir tout le pouvoir dans ses mains. L'appât de la démocratie parlementaire bourgeoise tendu par le SPD entraîna la majorité des ouvriers dans le piège. L'arme du parlement bourgeois fut le poison utilisé contre l'initiative des ouvriers.

LA BOURGEOISIE PROVOQUE UNE INSURRECTION PREMATUREE

Le moment était venu pour la bourgeoisie de parfaire le travail de sape idéologique par la répression ouverte. Le quartier général de la police avait été occupé par les ouvriers et les soldats révolutionnaires, et jusqu'en janvier il n'était pas encore tombé aux mains du gouvernement bourgeois. Le 4 janvier 1919, le super-intendant de la police de Berlin, qui était membre de l'aile gauche de l'USPD, fut écarté par les troupes gouvernementales. Une vague de protestation éclata contre le gouvernement. A Berlin, des centaines de milliers de gens prirent la rue le 5 janvier. Le Vorwärts, journal du SPD, fut occupé aussi bien que d'autres organes de presse de la bourgeoisie. Le 6 janvier, il y eut encore plus de manifestations de masse avec des centaines de milliers de participants.

La direction du KPD vit le danger d'une insurrection prématurée et mit en garde contre elle, en insistant sur l'imaturité des masses ouvrières. Alors que pendant les journées de juillet 1917 en Russie, les bolchéviks avaient réussi à empêcher une insurrection prématurée pour pouvoir jeter tout leur poids dans un soulèvement victorieux en octobre, le KPD ne parvint pas à le faire en janvier 1919 : un "comité révolutionnaire" fut fondé le soir du 5 janvier 1919, alors que le congrès national des conseils en décembre et le conseil exécutif de Berlin avaient été désarmés et que les conseils ouvriers à Berlin n'étaient plus un lieu de centralisation, de prise de décisions et d'initiative ouvrière. Ce "comité révolutionnaire" n'émanait pas de la force des conseils ouvriers, il n'avait même pas un mandat. Il ne put à aucun moment prendre la direction du mouvement à Berlin ou dans d'autres villes. En fait, il finit par n'avoir aucun pouvoir et manqua lui-même d'orientation. Ce fut une insurrection sans conseils ouvriers.

Les appels du comité furent sans effet, ils n'étaient même pas pris au sérieux par les ouvriers. Les ouvriers étaient tombés dans le piège des provocations militaires. Le SPD n'hésita pas dans sa contre-offensive. Ses troupes envahirent les rues et entamèrent des combats de rue avec les ouvriers armés. Les jours qui suivirent, les ouvriers de Berlin durent subir un terrible bain de sang. Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés par les hommes de main du SPD. Avec le massacre des ouvriers de Berlin, l'assassinat des principaux dirigeants du KPD, le mouvement avait été décapité, l'arme féroce de la répression s'était abattue sur les ouvriers. Le 17 janvier, le "Rote Fahne" fut interdit.

Comme un membre du gouvernement le déclara le 3 février 1919 : "Dès le début, un succès des gens de Spartakus était impossible parce que, grâce à notre préparation, nous les avons forcés à une insurrection immédiate."

Avec le massacre du prolétariat à Berlin, le cœur du prolétariat avait été touché, et les Corps francs purent être déplacés vers d'autres centres de résistance prolétarienne dans d'autres régions d'Allemagne ; car, au même moment, dans quelques villes qui étaient isolées les unes des autres, des républiques avaient été proclamées depuis le début de novembre 1918 (le 8 en Bavière, le 10 à Brunswick et à Dresde, le 10 à Brême), comme si la domination du capital pouvait être renversée à travers une série d'insurrections isolées et dispersées. Aussi les mêmes troupes contre-révolutionnaires marchèrent sur Brême en février. Après avoir plongé les ouvriers dans un nouveau bain de sang, elles procédèrent de

même dans la Ruhr en Allemagne centrale en mars, et en avril 100 000 contre-révolutionnaires marchèrent sur la Bavière pour écraser la "République de Bavière". Avec la défaite du soulèvement de janvier 1919 à Berlin, avec les massacres dans beaucoup d'endroits d'Allemagne au cours de l'hiver 1919, la bourgeoisie était parvenue à imposer son ordre.

Elle était parvenue à enrayer la généralisation mondiale de la révolution prolétarienne. Après une autre série de massacres des mouvements en Autriche, en Hongrie, en Italie, les ouvriers en Russie restèrent isolés et furent alors exposés aux attaques de la contre-révolution. La défaite des ouvriers en Allemagne ouvrit la voie à une défaite internationale de toute la classe ouvrière, et ouvrit le chemin d'une longue période de contre-révolution.

LES PRINCIPALES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE

Si la guerre avait été l'élément détonateur de l'insurrection prolétarienne, la bourgeoisie parvint cependant à utiliser cette situation pour désamorcer le mouvement :

- la fin de la guerre écartait la cause première de la mobilisation aux yeux de la plupart des ouvriers ;
- la guerre avait divisé profondément le prolétariat entre pays "vaincus", où les ouvriers se sont lancés à l'assaut de la bourgeoisie nationale, et pays "vainqueurs" où le prolétariat subissait le poison nationaliste de la "victoire".

Il doit être clair pour nous aujourd'hui que les conditions de la guerre ne sont pas les plus favorables pour prendre d'assaut la forteresse capitaliste. Seuls des simples d'esprit peuvent croire que l'éclatement d'une troisième guerre mondiale aujourd'hui fournirait un terrain plus fertile à un nouvel assaut révolutionnaire.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'est pas divisée par la guerre, le développement lent de la crise permet, à travers d'innombrables confrontations, d'acquiescer plus d'expérience et de développer plus en profondeur la conscience de classe. Cependant, ce processus de prise de conscience (sur la nature de la crise, les perspectives du capitalisme, la nécessité de sa destruction), s'affronte exactement aux mêmes forces qui déjà en 1914, 17, 18, 19, étaient à l'oeuvre : la gauche du capital, syndicats et partis de gauche, et leurs chiens de garde, les gauchistes. Ce sont eux qui sont en première ligne des forces de la bourgeoisie pour entraver ce processus, pour semer la confusion dans les rangs ouvriers et, en fin de compte, du fait du développement du capitalisme d'Etat et de son appareil de répression, organiser son écrasement.

Tout comme les sociaux-démocrates qui à l'époque assumèrent le rôle de bourreau de la classe ouvrière, la gauche et surtout les gauchistes se posent comme amis et défenseurs des ouvriers. Tout comme eux, ils auront la responsabilité d'écraser la classe ouvrière dans une situation révolutionnaire. Car les "gauchistes" ne jouent pas seulement un rôle de sabotage des luttes ouvrières. Le moment venu, tout comme les sociaux-démocrates l'ont fait avant eux, ils sauront devenir les troupes d'élite de la contre-révolution.

Si beaucoup de faiblesses de la classe ouvrière à l'époque s'expliquent du fait de l'entrée récente du capitalisme dans sa période de décadence et des manœuvres de la bourgeoisie pour empêcher le développement de la conscience de classe du prolétariat, aucun doute n'est plus permis après soixante-dix ans d'expérience concernant :

- la nature de la gauche et des syndicats,
- le poison du parlementarisme,
- la démocratie bourgeoise.

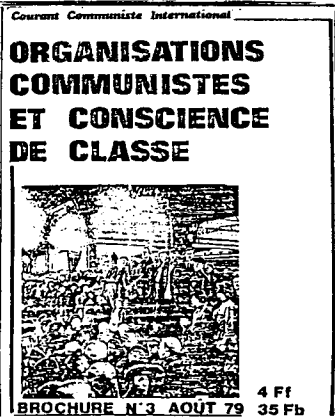
Toute confusion et illusion sur les partis de gauche et sur la possibilité de travailler dans les syndicats, dans l'utilisation des élections parlementaires, toute tergiversation sur le pouvoir des conseils ouvriers et le caractère mondial de la révolution prolétarienne, auront des conséquences fatales.

Bien que les Spartakistes, aux côtés des Radicaux de gauche de Brême, Hambourg et de Saxe aient fait un héroïque travail d'opposition pendant la guerre, il n'en demeure pas moins que la fondation tardive du Parti communiste a été une faiblesse décisive de la classe. Nous avons essayé de montrer le contexte historique plus large des causes de celle-ci. Néanmoins, l'histoire n'est pas condamnée au fatalisme. Les révolutionnaires ont un rôle conscient à jouer. Nous devons tirer toutes les leçons des événements en Allemagne et de la vague révolutionnaire en général. Il revient aux révolutionnaires non de se lamenter sans cesse sur la nécessité du parti, mais de constituer les fondations réelles de sa construction.

Il ne s'agit pas de s'auto-proclamer "dirigeants", comme le font aujourd'hui une douzaine d'organisations, mais de continuer le combat pour la clarification des positions programmatiques, prendre le rôle d'avant-garde dans les luttes quotidiennes de la classe - ce qui requiert aujourd'hui comme alors une dénonciation vigoureuse de la besogne de la gauche du capital et des gauchistes, et de montrer les perspectives larges et concrètes de la lutte de classe. La précondition réelle pour remplir cette tâche est d'assimiler toutes les leçons de la vague révolutionnaire, en particulier les événements en Allemagne et en Russie.

Dino-Moro

Lisez
notre
brochure



APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTION

* Réunion publique Paris 14/01 : Pt/Bg:600F ; X.:200F ; La:10F ; Mc/C.: 25F ; MR:13F ; Fce : 25F ; "un internationaliste":20F ; Mo:20F ; Autres: 54,50F.

* To (Paris):480F ; D.S.(P.):2000F ; Didier (Rouen): 200F ; D.(Amiens):30F ; Y.(Bezons):500F ; Z.(P):2000F.

* TOTAL DU MOIS : 6.177,50F

IL N'Y A PAS DE REPIT DANS LES TENSIONS GUERRIERES . . .

■ Yasser Arafat : "L'OLP renonce totalement et absolument à toute forme de terrorisme". Nouvelle catastrophe aérienne dans le ciel britannique ; deux Mig libyens abattus par les Américains... "Ces faits n'ont aucun rapport", nous assurent les spécialistes bourgeois du truquage et de la falsification de l'information. Selon eux, il faudrait que l'on tienne pour pure coïncidence cette série d'événements qui pourtant, ont non seulement survécu dans une plage de temps ramassée mais se sont encore enchaînés d'après une logique bien connue et transparente : celle de la diplomatie armée des Etats impérialistes. Chez les porte-parole des intérêts capitalistes nationaux sur le marché international, chez ces gens-là, aujourd'hui, on ne discute plus, Monsieur, on ne négocie pas verbalement, mais à coups de fait d'armes les uns plus meurtriers et sanglants que les autres, avec les moyens dont chaque partie dispose en propre.

Ainsi, il n'y a nul hasard si un (très probable) attentat terroriste a fait s'écraser (sur le village écossais de Lockerbie), en causant 258 morts, le Boeing 747 de la compagnie (étasunienne) Panam sept jours seulement après que Yasser Arafat, le chef de l'Etat sans terre palestinien, eût été reçu (le 14 décembre 1988) par l'Assemblée des Nations unies à Genève. Et c'est par une escalade des faits complètement prévisible, et programmée par ses auteurs, que les F14 de l'armée de l'air nord-américaine, tout juste deux semaines après l'"accident" du Boeing civil, ont descendu -mais alors, là, pas du tout accidentellement- deux Mig de la chasse libyenne au large des côtes méditerranéennes du pays de Kadhafi. En réalisant ce geste "diplomatique", le

leader du bloc impérialiste de l'Ouest faisait coup double : d'une première part, il a intimidé et rappelé à l'ordre la Libye, tout en la prévenant de sanctions militaires plus importantes dans le cas où elle mésuserait des armes chimiques que l'usine de Rabta produira prochainement ; de seconde part, et qui a sans doute beaucoup plus compté pour eux, les USA se sont servis de la gifle ainsi administrée au visage du fougueux colonel pour avertir d'autres mauvais coucheurs du Moyen-Orient. Ceux-là mêmes qui, selon toute vraisemblance, ont commandité l'acte terroriste de Lockerbie ; les Etats qui, précisément, ont des intérêts impérialistes quelque peu rivaux de ceux de l'OLP : la Syrie, surtout, et l'Iran, sans oublier Israël. Pour ces vassaux du grand impérialisme occidental, l'attentat contre l'avion de la Panam a constitué le truchement par lequel ils pouvaient signifier à la Maison Blanche la nécessité qu'elle relève le tarif de leur assujettissement à l'heure où les USA s'apprentent à donner un sol à la Palestine d'Arafat et à créer ainsi une concurrence capitaliste de plus entre les Etats du Proche-Orient.

Voilà bien -dans tous ces biais et ces mécanismes surnois d'enchères impérialistes- la vérité de la "paix" capitaliste : une réalité truquée ; l'illusion crepi extérieur d'un édifice qui repose en entier sur des fondations maçonnées dans la guerre ou les tensions de guerre et à l'intérieur duquel se joue le théâtre mercantile en même temps que sanglant des tractations entre les Etats du même bloc impérialiste (celui de l'Occident). La pièce qui se donne de la sorte revient à décider de la place et des charges -y compris financières- de chacun dans

la progression de l'ensemble vers l'affrontement avec le camp rival (celui des Russes, en l'occurrence).

Marcher plus résolument et plus vite dans la direction de l'empoignade suprême avec les "Soviétiques", tel est le principal message que veulent faire passer les USA avec le coup des Mig abattus, coup de poing autoritaire du chef d'Etat-major abaissé sur la table du briefing de campagne devant les subordonnés militaires : "Messieurs, je veux de la discipline dans les rangs ; je ne peux plus tolérer le bordel car on va repartir à l'assaut. Alors tous au même pas, ou sinon..." A peine transposées, voilà les paroles qu'a dû se tenir Bush, le nouveau résident de la Maison Blanche pour qui l'opération des F14 constituait le moyen d'exposer de façon frappante pour tous le programme impérialiste des USA, et du camp mondial qu'ils dirigent, à partir de maintenant : accomplir un nouveau pas en avant, passer au stade supérieur de l'offensive antisoviétique...

Le capitalisme, décidément, c'est la guerre, rien que la guerre, toujours plus de guerre. Proletaires, les bourgeois ne nous ficheront jamais la paix. Dites-vous bien que seule pourra mettre fin à la barbarie guerrière des bourgeoisies votre dictature de classe sur les forces capitalistes. Il ne sera pas suffisant que vos luttes empêchent la généralisation mondiale des conflits impérialistes locaux si elles ne préparent pas en même temps et de longue haleine à partir d'aujourd'hui votre prise de pouvoir sur la société.

SM

. . . NI DANS LES DEPENSES MILITAIRES

■ La réalité est à l'exact opposé de tous les discours sur la "pacification du monde", de Reagan, Gorbatchev ou Mitterrand. Moins la production industrielle et agricole est florissante, et plus les dépenses des "budgets de la défense" sont, elles, en pleine expansion. Les tendances actuelles ne démentent en rien l'orientation qu'a pris le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, celle d'une économie de guerre en temps de paix. Depuis l'ouverture de la crise économique mondiale à la fin des années 60, cette tendance n'a fait que s'accroître. Aujourd'hui, à la veille d'une nouvelle plongée dans la crise, c'est bien à un nouveau pas dans la militarisation de l'économie que nous assistons, à travers la poursuite de la course aux armements comme à travers les pressions stratégiques des puissances dominant les grands blocs des nations de ce monde.

Pas plus que la Conférence de Paris sur le désarmement chimique (cf. ci-dessous), la récente promesse de l'URSS de diminuer de 500 000 hommes la plus grande armée du monde ne signifie pas non plus une

réduction des dépenses de guerre. Pas plus que la démobilisation générale des USA au lendemain de la guerre du Viet-Nam n'avait signifié un allègement du budget militaire américain, pas plus que le démantèlement des euromissiles du bloc de l'Ouest ne s'est accompagné d'une réduction générale de la part réservée à la recherche et à la production militaires. Ce qui se fait réellement aujourd'hui derrière toute cette agitation soi-disant pacifiste, c'est une réorientation des stratégies militaires des deux blocs armés jusqu'aux dents et toujours plus poussés à l'agressivité, l'abandon ou la réduction de certains secteurs classiques ou chimiques, au profit d'autres, non pas plus "humains" mais plus "efficaces".

Pour preuve de la poursuite de l'effort militaire, le dernier budget annoncé en ce mois de janvier par les USA, annonçant l'après-élection, prévoit non pas une diminution, non pas une stagnation, mais bien une augmentation d'environ 2 % du budget militaire.

A preuve la dernière réunion du comité des plans de défense de l'OTAN en décembre dernier : ce qui

s'y négociait, ce n'était pas un "désarmement", mais bien la répartition du poids des dépenses militaires qui ne font qu'augmenter. Les USA, depuis le début de la crise ouverte, ont poussé l'Europe à prendre une part de plus en plus importante à cette charge ; en 15 ans, la part du budget de guerre y a augmenté de 34,5 % (53 % pour la France). Nouvelle plongée dans la crise, nouvelle pression de l'Etat américain acculé par son endettement colossal : non pour diminuer son propre engagement dans l'économie de guerre, mais pour en faire partager le poids à l'Europe.

A preuve la récente multiplication des essais spatiaux, pourtant fort coûteux en ces temps "d'économie" et qui concerne essentiellement les satellites militaires, pendant le seul mois de décembre : navette américaine, satellite espion pouvant surveiller un territoire jusqu'à une précision de 10 cm, Ariane...

A preuve le projet Euréka (au départ présenté comme "civil" et dont le directeur vient d'être nommé délégué aux armements, par le plus pur hasard), projet qui se met doucement en place dans la "grande Europe de 93", comme le projet américain de guerre des étoiles qui démarre aux USA, même si ses ambitions ont été réduites.

A preuve la pression étatique pour le lancement de la production des "Rafales", et les milliards alloués à Dassault par l'Etat français. Sans compter tout ce dont on ne parle pas et qui continue à se maintenir, comme par exemple la Thomson, qui, à l'occasion de sa fusion avec le groupe anglais Aerospace, vient d'annoncer qu'elle ne consacrerait "que" 50 % de sa production au secteur militaire.

On nous a habitués à cette hypertrophie de la production guerrière, pour laquelle le monde dépense en une année plus que la dette de tout le Tiers-Monde, comme s'il en avait toujours été ainsi dans l'histoire des hommes. Cette aberration qui dure depuis un demi-siècle est lourde de conséquences : la part croissante des dépenses militaires signifie pour les ouvriers une part également croissante de "sacrifices". Non pour que la machine économique redémarre, mais pour permettre aux économies nationales asphyxiées de développer les moyens de s'affronter : car la finalité de l'économie de guerre reste... la guerre.

La production militaire va augmenter encore sa pression sur l'ensemble d'une économie prête à s'enfoncer dans une nouvelle récession. Face à cela, il serait vain de réclamer une plus juste répartition des profits de la production, une limitation des armements : les nations capitalistes ne peuvent pas abandonner leur orientation guerrière, sous peine de se saborder. Les ouvriers résistent déjà aux sacrifices imposés par cette logique. Prendre conscience de l'aboutissement de cette folie guerrière, c'est prendre conscience de la nécessité de détruire tout l'édifice de la production capitaliste.

DN

Conférence sur les armes chimiques TOUT SAUF UNE PROMESSE DE PAIX

■ La grande Conférence qui vient de se tenir en janvier à Paris sur la "suppression" des armes chimiques est loin d'avoir le parfum de roses que voudrait lui donner Mitterrand. Ce qui est en jeu dans ce grand spectacle sur "l'humanisation" de la guerre, ce n'est certainement pas le sort des victimes brûlées par les gaz. S'il fallait le prouver encore après tous les massacres qui se sont perpétrés tout au long de ce siècle, il suffit de voir que les USA, même sur ce point, et tout en affichant les préoccupations "humanitaires" que l'on sait, poursuivent, eux, un plan de production d'une nouvelle bombe chimique... qui elle, bien sûr, échappe aux critères de la Conférence.

Ce n'est donc pas l'horreur particulière des cicatrices dont sont marqués les survivants des attaques chimiques qui ont animé les inspirateurs de cette Conférence, pas plus que ne les préoccupaient les milliers de morts exécutés par les armes "propres", "modernes" et "sophistiquées" dont ils inondent le Tiers-Monde. La seule réalité qu'on peut trouver dans cette comédie, c'est que l'arme chimique est effectivement la bombe du pauvre. Non qu'elle

constitue une réelle menace pour les grandes puissances, ni qu'elle puisse être "concurrentielle" avec la très propre bombe atomique, mais tout de même. C'est une arme qui se fabrique trop facilement, une arme qui tend à rendre plus autonomes les pays du Tiers-Monde clients et vassaux des grandes puissances, et ce n'est qu'une des visées actuelles ni des USA ni de l'URSS. Non seulement parce qu'il ne s'agit pas que les ventes d'armes baissent, mais aussi parce qu'il s'agit pour les grandes puissances, aujourd'hui plus que jamais, de garder le contrôle des conflits dans les zones stratégiques importantes.

Pour les USA et l'Europe en particulier, il n'est pas à exclure que cette conférence pourrait bien leur servir -au cas où- de justification pour une intervention militaire nécessaire, du genre, bien sûr, croisade contre l'arme chimique.

Cette Conférence est en fait une mise en garde, un avertissement, une injonction à suivre les décisions centrales des blocs impérialistes qui augurent de tout, sauf de la paix.

DN

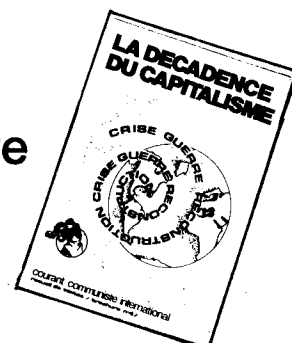
LIBRAIRIES

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact" rue Leprieux
BORDEAUX : "Le Roi Lire" rue Ste Catherine
"Mimesis" 58, rue de Grassis.
"Machine à Lire" 13, rue de la Devise
BREST : "Graphitis" place St Louis
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore" 3, rue de l'Ente
"Librairie Jean Rome" 1 rue des Gras
"Maison de la Presse" place de Jaude
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré
LA CIOTAT : "Maison de la Presse" quai Stalingrad
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito" 83, Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse" Centre Cial La Mayenne
"Maison de la Presse" pl. de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles" 27, pl. des Halles Centrales
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune
"Centre Culturel Libertaire" 1-2, rue du Péage (Métro Fives)
LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7ème)
MARSEILLE : "Odeur du Temps" 6, rue Pastoret (13006)
"Maison de la Presse" 1, chemin de la Gavotte (13015)

MARTIGUES : "Maison de la Presse" rue Lamartine (13500)
MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle
MONTAUBAN : "Maison de la Presse" rue de la République
METZ : "Géronimo" 31, rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche" rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux
NANTES : "Le Bateau Livre" rue Jean-Jaures
"Vent d'Ouest" 5, pl. du Bon Pasteur
"Tabacs-Presse" 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes" rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge" 1bis, rue d'Alésia (75015)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
PAU : "L'Etincelle" 41, rue Maréchal Joffre
"Maison de la Presse" 3 rue de la République
TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard
"FNAC" 1bis, place Occitane
"Centre Commercial Reynerie"
"Les Arcades" place du Capitole

Lisez
notre brochure



DE L'OPPORTUNISME A LA DEFENSE DU CAPITAL

■ Le trotskisme -toutes sectes confondues (en France, la LCR de Krivine, le MPPT de Bousset-Lambert, "Lutte Ouvrière" de Laguiller, sans compter toutes les autres sectes) vient de célébrer fin 88, la "fondation de la IVème Internationale" en 1938.

Toutes les composantes du trotskisme se déchirent en ce moment, comme hier, pour savoir qui "réellement" reprend "l'héritage" de cette IVème Internationale. Les uns -la tendance de Krivine et Mandel- proclament que cette "Internationale" n'a jamais cessé d'exister depuis sa fondation par Trotsky, qu'elle a toujours été "révolutionnaire"; les autres -MPPT et LO- proclament qu'elle "est encore à construire" ou à "reconstruire" soit depuis 1940 (LO) soit depuis 1953 (MPPT).

Toutes ces petites querelles de petits maffiosi n'intéresseraient guère les ouvriers si les trotskistes ne jouaient un rôle croissant aujourd'hui dans le dévoiement des luttes ouvrières en se prétendant les défenseurs de "l'internationalisme" prétendument incarné par la IVème Internationale de Trotsky. Mais si on analyse l'histoire de cette soi-disant "Internationale" depuis 50 ans, la réalité apparaît impitoyable pour tout le courant trotskiste et montre sa véritable nature.

LA FONDATION DE LA "IVÈME INTERNATIONALE"

La fondation de la "IVème Internationale" trotskiste s'est décidée, à l'instigation de Trotsky, un an avant le déclenchement de la guerre mondiale. Au sein du courant trotskiste, seuls quelques individus, comme les RKD autrichiens (1), s'y opposèrent, pour rompre avec lui pendant la guerre.

Quelques petits noyaux de trotskistes, souvent encore dans la social-démocratie où ils pratiquaient "l'entrisme", proclamaient que la période était "révolutionnaire" et qu'il fallait donc fonder immédiatement une nouvelle "Internationale". Cette proclamation était aussi aventuriste que volontariste. En prétendant qu'il suffisait de se proclamer parti et Internationale pour que surgisse la révolution, Trotsky et ses partisans faisaient fi de la période historique, la plus sombre qu'ait connue le mouvement ouvrier. Il était réellement, pour reprendre l'expression de Victor Serge, "minuit dans le siècle". Partout, après l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-1923, triomphait la contre-révolution la plus impitoyable, avec une nette régression de la conscience dans le prolétariat. Le prolétariat était complètement écrasé et battu physiquement (nazisme et stalinisme), défait idéologiquement par son adhésion aux fronts populaires qui, en 1936, préparaient directement la guerre, au nom de l'anti-fascisme.

Seuls quelques tout petits noyaux révolutionnaires, comme les fractions italienne et belge de la gauche communiste internationale ("Bilan"), surent comprendre les enjeux de la période de contre-révolution : faire le bilan de la période révolutionnaire passée et préparer par la consolidation des fractions la révolution future, dont la perspective s'éloignait avec le danger de guerre. La question du parti et de l'Internationale ne pouvait se poser qu'avec un nouveau ressurgissement révolutionnaire du prolétariat.

La "IVème Internationale" n'était pas seulement un bluff volontariste. Elle était en totale contradiction, en rupture complète avec les Internationales ouvrières du passé.

Dans le mouvement ouvrier, les Internationales se fondèrent toujours sur la base d'un développement organisationnel et politique du prolétariat, traduisant une réelle montée de la lutte de classe. L'Association Internationale des Travailleurs (AIT) ou Ière Internationale est le produit du développement du mouvement ouvrier débouchant sur la Commune de Paris. L'écrasement de celle-ci et la dislocation de l'AIT entraînaient la dissolution de l'Internationale. La formation d'un puissant prolétariat d'industrie dans l'Europe du Nord et du Centre après la guerre de 1870, le ressurgissement tumultueux de la lutte de classe dans les années 1880 furent les bases sur lesquelles se fonda la IIème Internationale en 1889. Il fallut les votes des crédits de guerre le 4 Août 1914 par les grands partis social-démocrates (France, Allemagne) pour qu'elle s'effondra.

La IIIème Internationale naquit directement d'Octobre 1917, qui permit par la scission, la

constitution de véritables partis communistes. Dans tous les cas, l'Internationale était une continuation et un dépassement supérieur des Internationales antérieures.

Outre l'erreur profonde sur l'appréciation de la période de contre révolution, la "IVème Internationale" trotskiste s'est constituée sur des bases fausses. Elle reprenait, par son "programme de transition", les pires aberrations de l'I.C. en dégénérescence : "gouvernements ouvriers", "fronts uniques" avec la social-démocratie, politique parlementariste et syndicaliste. Son programme montrait la pire confusion en mêlant revendications révolutionnaires -"armement des ouvriers"- et revendications réformistes : contrôle ouvrier sur la production, nationalisations, grands travaux, échelle mobile des salaires, etc... A une époque où la question n'était pas d'obtenir des "réformes" mais de détruire un système devenu décadent, les trotskistes se proposaient une voie "transitoire" vers le socialisme par des mots d'ordre creux. A aucun moment ce "programme" de bric et de broc ne mettait en avant la nécessité de la destruction de l'Etat capitaliste par l'instauration des conseils ouvriers (dictature du prolétariat).

Ce qui pouvait passer pour des erreurs du courant trotskiste se montra rapidement fatal au trotskisme, qui, de courant révolutionnaire opportuniste au début des années 30 sombra corps et biens dans la contre-révolution.

En effet, dès le départ -bien qu'elle prétendit dénoncer les crimes du stalinisme- la "IVème Internationale" ne fit qu'apporter sa caution à l'Etat russe, devenu l'instrument de la contre-révolution. Tout le programme de Trotsky et de ses partisans se résumait à "la défense de l'URSS". Celle-ci n'était rien d'autre que la défense du capitalisme en Russie et la justification idéologique des massacres d'ouvriers au nom du caractère "socialiste" de "l'Etat ouvrier" russe. Trotsky et ses partisans préparaient ainsi directement leur soutien à l'impérialisme russe et donc à la guerre mondiale, à laquelle l'URSS devait s'intégrer. Leur soutien enfin à la "démocratie" et "aux fronts populaires", leur politique d'"entrisme" dans la social-démocratie, leur défense des prétendus "droits démocratiques" au nom de l'anti-fascisme en faisaient les défenseurs idéologiques. Leur soutien à l'impérialisme russe s'accompagnait simultanément d'un soutien aux "impérialismes démocratiques". Dans la pratique, cela se traduisit, avant 1939, par le soutien au front populaire espagnol, dont -pour reprendre une citation de Trotsky- ils se considéraient comme "les meilleurs soldats" contre Franco. Leur appui direct au Négus en Ethiopie lors du conflit italo-abyssin, leur soutien à la Chine contre le Japon en 1935 et 1937, tout cela traduisait leur abandon de tout internationalisme. Lorsque Trotsky demanda enfin en 1939 que les ouvriers américains, sous la conduite des syndicats, deviennent les "meilleurs soldats de la démocratie" au nom d'un prétendu "patriotisme ouvrier", l'intégration du trotskisme dans le camp du capitalisme était mûre.

LA "IVÈME INTERNATIONALE" PENDANT ET APRES LA GUERRE

La deuxième guerre mondiale montra que l'internationalisme affiché par les trotskistes n'était qu'un pur mensonge. A de rares exceptions près -dont celle des RKD autrichiens et du groupe de Munis au Mexique (2)-, les groupes trotskistes de la IVème Internationale furent les défenseurs "critiques" -avec des contorsions acrobatiques pour préserver un pseudo-langage "internationaliste"- de la guerre, du nationalisme et du capitalisme d'Etat. En 1940, le Parti Ouvrier Internationaliste (POI) français soutint la "Nation" et la "Patrie" française et développa un langage nationaliste à faire pâlir d'envie les gaullistes. Ce POI est l'ancêtre de la LCR actuelle, celle de Krivine. Si le groupe Lutte Ouvrière et le MPPT de Lambert (ex-PCI) peuvent rappeler ces bons souvenirs à la LCR, ils oublient que leurs ancêtres ont eu la même politique belliciste et anti-ouvrière : le Comité Communiste Internationaliste de Lambert -ancêtre du MPPT- et l'Union Communiste Internationaliste -ancêtre de L.O.- ont soutenu avec enthousiasme l'avance de l'armée Rouge comme une avancée du "socialisme". Par ce biais ils se faisaient les défenseurs de la

grande boucherie impérialiste. Mais bien des trotskistes ont encore été plus loin en participant aux maquis de la "Résistance", aux côtés des stalinien dont le mot d'ordre le plus commun était "A chacun son boche".

Voilà quel fut le prétendu "internationalisme" de la "IVème Internationale" pendant la guerre.

Ainsi la deuxième guerre mondiale ne fit que transformer un courant confus et opportuniste, se réclamant d'Octobre 17, en courant pleinement intégré dans l'appareil politique et idéologique du capitalisme mondial. Toute l'histoire de la prétendue "IVème Internationale" depuis 1945, à travers ses multiples avatars et scissions, n'est qu'une longue histoire de bons et loyaux services pour le compte du capitalisme. Pour n'en citer que quelques uns, tant la liste est longue :

-défense "inconditionnelle" de l'URSS et des pays de l'Est ; défense du prétendu "socialisme autogestionnaire" de la Yougoslavie de Tito. Quand on sait à quels massacres et à quelle répression féroce du prolétariat se sont livrés tous ces régimes, on voit à quoi mène une défense "inconditionnelle" : la défense des pires systèmes d'exploitation anti-ouvriers ;

-soutien aux bourgeoisies nationales du Tiers-Monde, au nom de la lutte "anti-impérialiste" -traduisez par mouvements pro-russes, anti-américains-. Soutien actif (les "porteurs de valises" du FLN algérien) ou passif critique (type IO), les groupes trotskistes ont abondamment donné leur caution à tous les bouchers et exploitateurs sanguinaires du prolétariat : les Hô Chi Minh, les Mao, les Castro, les Ben Bella..., la liste est sans fin, tant les trotskistes ont découvert des "régimes progressistes" à défendre...;

-participation directe au gouvernement bourgeois, tel le LSSP trotskiste de Ceylan en 1964, ou l'un des chefs de la "IVème Internationale" Raptis, dit Pablo, nommé haut fonctionnaire de l'appareil d'Etat algérien par Ben Bella en 1962 (3).

Toutes les querelles internes du mouvement trotskiste pour savoir qui est le vrai "continuateur" de la prétendue IVème Internationale, qui est le plus "opportuniste", le moins "petit-bourgeois", etc, ne sont que poudre aux yeux pour les adhérents des racquets trotskistes respectifs. Tous ont trempé dans l'horrible carnage de la deuxième guerre mondiale, tous ont aujourd'hui du sang de prolétaires sur les mains.

Demain, ces gens-là, qui sont d'autant plus dangereux qu'ils se disent "internationalistes", trèmeront dans des carnages directs contre les mouvements sociaux.

Que les trotskistes fêtent ou rêvent d'une meilleure "IVème Internationale" ! Celle-ci, c'est près d'un demi-siècle de bons et loyaux services pour le stalinisme, pour le capitalisme mondial. Elle ne fut jamais la continuation des Ière, IIème et IIIème Internationales, mais la négation de tout internationalisme, de toute fraternisation des ouvriers.

Une véritable Internationale, digne de ses prédécesseurs, ne pourra surgir que du mouvement de la classe ouvrière internationale elle-même. La condition idéologique de son surgissement passe par la destruction du courant trotskiste, tombé depuis près d'un demi-siècle dans le camp du capitalisme mondial. L'internationalisme aujourd'hui passe par le combat sans merci contre tous les courants prétendument "ouvriers" et "socialistes" qui maintiennent enchaîné le prolétariat à l'idéologie et à l'Etat bourgeois. Le trotskisme et la "IVème Internationale" sont parmi les ennemis les plus dangereux auxquels doit se confronter dès maintenant le prolétariat dans ses luttes.

Ch.

(1) : Trotskistes autrichiens qui rompirent avec la IVème en 1940 et se rapprochèrent de la gauche communiste italienne. (cf. brochure du CCI).

(2) : Mais Munis et le "FOR" ("Ferment Ouvrier Révolutionnaire") qu'il anime aujourd'hui et dont la pratique reste fondée sur un volontarisme hors de toute réalité historique cher au trotskisme, n'ont jamais critiqué réellement Trotsky et la fondation de la IVème Internationale.

(3) Pour la politique du trotskisme après 1945, voir RI n°174 (décembre 1988).

LISEZ

Revue Internationale/56

France :
Les "coordinations" à l'avant-garde du sabotage des luttes

Où en est la crise économique ?
Le crédit n'est pas une solution éternelle

Algérie :
La bourgeoisie massacre

Polémique :
Comprendre la décadence du capitalisme, VI

Le milieu politique depuis 1968, III

Il y a 70 ans :
La révolution en Allemagne, II

REUNIONS PUBLIQUES SUR LE THEME :

Le capitalisme pourrissant nous entraîne vers le néant, il faut le détruire

LILLE :
Réunion publique le 25/2/88 à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Permanence le 15/2 à 18h au café "Le Français", place Antonin Perrin, 69002.

MARSEILLE :
Réunion publique le vendredi 10 mars à 21h, au 205, rue Ste Cécile-13005.
Permanence les mercredi 15 février et 22 mars de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

NANTES :
Réunion publique le samedi 11/2 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence les vendredi 3 février et 3 mars à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 4 février et 11 mars de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Permanence les samedi 11 et 25 février à 18h, 27 avenue de Choisy, 75013. M° Porte-de-Choisy.

ROUEN :
Réunion publique le samedi 4 février à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 24 février à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence les vendredi 10 février et 10 mars à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanche 12 février et 12 mars de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :
Réunion publique le samedi 18 février à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanence les vendredi 3 février et 18 mars à 17h, même adresse.

Vente de la presse les samedi 4 février et 4 mars de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

UN NOUVEAU PAS EN AVANT DANS LA CRISE MONDIALE

■ Alors qu'en ce tout début d'année nos oreilles tintent encore au souvenir de la chansonnette "Tout va très bien, Madame la Marquise, voyez comme le système capitaliste est sain et solide, voyez comme l'année 88 a été brillante sur le plan des performances économiques", Bush, à peine arrivé à la Maison-Blanche, nous promet qu'une "nouvelle brise va souffler sur le monde" !!! En fait de nouvelle brise, c'est une nouvelle tempête qui est en train de se préparer sur le plan de la crise économique avec au bout une récession mondiale qui ravagera la vie de dizaines de millions d'êtres humains encore plus profondément et plus cruellement qu'au début des années 80 (cf. RI 174 et Revue Internationale n° 56).

CRISE AGRICOLE AUX USA : UN SYMPTÔME DE LA SURPRODUCTION MONDIALE

Symptôme et expression de cette tempête qui monte : l'intensification de la guerre commerciale et notamment de celle opposant USA et CEE. Début décembre se tenait à Montréal une réunion du GATT, l'organisation chargée d'assurer un minimum de régulation au sein de l'anarchie de la concurrence capitaliste qui règne sans partage sur le marché mondial. Très vite, les USA donnaient le ton en exigeant que la CEE supprime totalement les subventions que chaque Etat apporte à son agriculture. C'est une véritable déclaration de guerre, car en cas d'arrêt ou même de sensible réduction de ces subventions, ce sont tous les prix agricoles qui s'effondreraient, et ce, du jour au lendemain. Plus que jamais le capitalisme a besoin de béquilles pour maintenir les prix. Si cela vaut pour l'Europe cela vaut aussi à un niveau mondial. Car, du fait de la surproduction, sans ces subventions étatiques les prix de tous les produits agricoles chuteraient aussitôt et les paysans ne retireraient de la vente de leur blé par exemple, même pas le prix des semences. Les situations catastrophiques où sont plongés en permanence les pays du "tiers-monde", ont une part importante de leurs origines, dans l'incapacité qu'ils ont de subventionner leurs produits agricoles, d'où leur chute libre depuis cinq ou six ans. Les USA qui se présentent comme les champions de la libre concurrence ont consacré, pour aider leur agriculture, 36 milliards de dollars en 1987, et le soutien de l'Etat américain à la production agricole a augmenté de 138 % entre 1976 et 1986 ! Et pourtant, malgré toutes ces aides, la majorité des fermiers sont endettés jusqu'au cou aux USA. Par contre-coup, des centaines de caisses d'épargne sont en faillite, et l'Etat, pour éviter leur effondrement, doit déboursier l'équivalent du plan Marshall au lendemain de la seconde guerre mondiale !

Comme on le voit, l'agressivité des USA, le diktat qu'ils tentent d'imposer à l'Europe, a une raison très sérieuse : essayer ni plus ni moins d'éviter la faillite de l'agriculture la plus puissante et moderne du monde. Le fait que cela soit justement cette agriculture qui connaisse sa crise la plus grave depuis les années 30, concentre à lui seul l'aggravation et la profondeur de la crise du système capitaliste comme un tout. A la racine de cette crise, ni problème technologique (la production agricole US utilise depuis longtemps toutes les techniques de pointe) ni problème climatique (la sécheresse aux USA de l'été dernier a même évité une chute trop brutale des prix des céréales) mais un problème incontournable révélant les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, la

surproduction permanente. Il y a trop de blé, de lait, de viande, non par rapport aux besoins humains qui, de famines en épidémies, de chômage en baisses de salaire, sont de plus en plus largement et radicalement insatisfaits, mais par rapport aux acheteurs solvables qui sont les seuls qui comptent pour le capitalisme. Le domaine agricole est sans doute le secteur où apparaît le plus dans sa brutale crudité, l'absurdité foncière d'un système qui, d'un côté, développe tous les moyens d'une production de masse et, de l'autre, réduit de plus en plus, par le chômage et la misère, le nombre d'acheteurs de cette production. Face à cette contradiction totalement insoluble dans le cadre de son système, la bourgeoisie ne peut trouver que des rustines, qui non seulement sont inefficaces mais qui aggravent encore le mal. La nouvelle guerre commerciale entre l'Europe et les USA en est une nouvelle criante illustration.

INTENSIFICATION DE LA GUERRE COMMERCIALE : ENFONCEMENT IRREVERSIBLE DANS LA CRISE

Si les USA, dans le concert des gangs impérialistes, sont incontestablement les plus forts, s'ils ont les moyens de faire plier l'Europe, une Europe particulièrement vulnérable vu ses divisions et ses 12 millions d'agriculteurs contre 2 seulement pour les USA, ils ne feront ainsi qu'intensifier la guerre commerciale et, ce faisant, qu'approfondir la crise elle-même. Car l'Europe ne peut que chercher à résister vu que pour elle c'est une question de vie ou de mort. La France est à ce niveau un excellent exemple car son déficit commercial, déjà important, serait abyssal sans le bénéfice de ses échanges agro-alimentaires. C'est ce qu'elle a commencé à faire début janvier, en interdisant, sous prétexte d'hormones, les importations de bœuf en provenance des Etats-Unis, ce à quoi ils ont rétorqué en refusant l'importation d'une série de produits agricoles de la CEE. En fait, même si les USA parviennent et cela est très probable à faire reculer l'Europe, cela n'aura comme résultat qu'une Europe affaiblie qui, dès lors, aura encore moins les moyens d'acheter les produits américains, un peu d'une certaine façon comme le sont les pays du "tiers-monde" qui, depuis le début des années 80, ont considérablement réduit leurs achats à l'Europe et aux USA et aggravant ainsi la crise généralisée du capitalisme à un niveau mondial !

Et pourtant le capitalisme, pour faire face à ses contradictions, n'a d'autre solution que la guerre et la destruction. Derrière tous ces épisodes, il y a une seule et même réalité, celle d'un système qui ne peut survivre qu'en détruisant de plus en plus largement les richesses produites par le travail humain, car la première signification de la guerre commerciale pour le prolétariat, cela veut dire fermetures d'usines, licenciements massifs et extension de la misère.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la CEE à propos des produits agricoles, est la preuve que derrière tous les discours lénifiants sur "cela ne va pas si mal, voyez 88", le capitalisme s'enfoncé toujours plus profondément dans sa crise. Pour la classe ouvrière, cela ne peut signifier que plus de souffrances et de privations, mais elle doit aussi voir, dans cette accélération que marque l'intensification de la guerre commerciale, une concrétisation supplémentaire de l'absurdité de ce système qui affame alors qu'il y a tous les moyens de nourrir, et y trouver une raison supplémentaire de le combattre.

RN (23.1.89)

Bicentenaire de la révolution bourgeoise

LE CHAUVINISME CRAPULEUX DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

aux intérêts antagoniques. Cette rupture est liée à la différence de nature entre la révolution bourgeoise qui était celle d'une classe exploitée dominante un nouveau système d'exploitation et la révolution du prolétariat qui, parce qu'elle est celle d'une classe exploitée, contient l'abolition de toute société divisée en classe et de toute exploitation. Si les révolutionnaires du 19^{ème} siècle devaient saluer la révolution bourgeoise, c'est uniquement parce qu'en permettant l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, la domination bourgeoise devait permettre le développement du prolétariat, c'est-à-dire du fossoyeur de ce système.

Face à cette gigantesque campagne idéologique, la classe ouvrière ne doit pas sombrer dans la liesse du "bicentenaire" en hurlant avec les loups. Elle ne doit pas, derrière les partis soi-disant "ouvriers", céder à la nostalgie d'un passé qui ne lui appartient pas. "La révolution prolétarienne ne peut pas tirer sa poésie du passé mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leurs propre contenu. La révolution prolétarienne doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre projet. Autrefois la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui débordé la phrase." (K. Marx, "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte").

Lorsque le PCF reprend aujourd'hui à son propre compte les mots de Jaurès : "Je suis avec Robespierre et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins", on ne peut être plus clair sur la véritable nature de classe de ce grand "parti des

travailleurs" !

La classe ouvrière, elle, ne se revendique pas des fractions radicales de la bourgeoisie même si ces fractions ont labouré le terrain pour sa propre émancipation. Les seuls courants de 1789 dont elle puisse se réclamer ce sont ceux qui furent les expressions embryonnaires du prolétariat, les "Enragés" et surtout les "Egauts" dont Babeuf était le principal porte-parole. Ce sont ces courants préfigurant l'aube du mouvement ouvrier que la Convention, puis le Directoire se sont d'ailleurs empressés de décapiter une fois la monarchie vaincue. On comprend que le PCF reconnaisse aujourd'hui les siens non seulement dans la figure de Robespierre, mais aussi dans celle de Bonaparte auquel ce numéro spécial de "L'Huma" n'a d'ailleurs pas manqué de rendre hommage !

C'est au nom de la "vérité historique" que le PCF refait aujourd'hui l'histoire à sa façon (et ce n'est pas la première fois !). Derrière la commémoration de cet "héritage commun au peuple français", tout son battage nationaliste ne vise qu'un seul objectif immédiat : promouvoir la "paix sociale" en exhortant la classe ouvrière à resserrer les rangs derrière la bourgeoisie alors que l'année qui s'ouvre annonce une exacerbation de la confrontation entre les classes. Pour la classe ouvrière, la campagne stalinienne sur le "bicentenaire", la plus écoeurante de toutes, ne recèle qu'une seule vérité : elle n'a pas de pire ennemi que celui qui ose encore se prétendre un parti "ouvrier" alors que, jamais depuis la Libération, il n'a affiché avec une telle arrogance et une telle fierté sa fidélité indéfectible à la nation, c'est-à-dire son attachement aux intérêts du capital national.

Avril

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :

Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et

l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

SUR LA REVOLUTION Russe

15F + 3F pour frais d'envoi

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE

BP 581 75027 PARIS CEDEX 01

FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :

France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue

Internationale :

France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI :

abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale :

abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

Le chauvinisme crapuleux du P.C.F.

La célébration du bicentenaire de la Révolution Française est aujourd'hui la grande vedette des médias et des discours bourgeois. De Mitterrand à Chirac, toutes les forces politiques se retrouvent à l'unisson autour de cet anniversaire. Chacun y va de ses ovations au nom des grands principes "égalitaires et démocratiques" qui, aux dires des chantres de la bourgeoisie, font la gloire du "peuple français". Et dans ce chœur unanime, le PCF, qui se prétend le "grand parti des travailleurs", n'est pas en reste, loin de là. C'est lui qui a ouvert les festivités déjà à la dernière "fête de l'Humanité" où on a pu voir

tous ses stands affublés de la cocarde tricolore. En consacrant aujourd'hui à cet événement un numéro spécial de son journal "L'Humanité" (le premier numéro de l'année), le PCF appelle maintenant la classe ouvrière à se reconnaître dans cette révolution "populaire et patriotique", à honorer les principes soi-disant "libérateurs". En se mettant ainsi à l'avant-garde de ce gigantesque battage idéologique, voilà encore une occasion pour le PCF de manifester sa fibre chauvine et de révéler au grand jour sa véritable nature de fidèle serviteur du capital.

LE PCF, PLUS CHAUVIN QUE MOI TU MEURS !

Que par ses impasses et ses tours de passe-passe le PCF aspire au consensus national en tentant de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, qu'il porte aujourd'hui la cocarde tricolore et le bonnet phrygien, ne doit pas nous étonner. Depuis son passage dans le camp bourgeois dans les années 30, jamais le PCF n'a manqué une occasion de faire entendre ses cocoricos patriotards. Aujourd'hui, son exaltation du "génie français" aux cris de "vive la Bicentenaire !" traduit cette même idéologie nationaliste de la pire espèce qui a conduit ce parti-traitre dans les années 30, à reprendre à son propre compte le culte de Jeanne d'Arc aux côtés de l'Action Française, puis à déchaîner, à la Libération, son hystérie chauvine avec son mot d'ordre venchard : "A chacun son boche !".

Mais l'ignominie du PCF est encore poussée à son comble lorsque son apologie des valeurs de "la France éternelle" lui donne une nouvelle fois l'occasion de fouler aux pieds l'internationalisme prolétarien. Ainsi apprend-on dans ce numéro spécial de "L'Humanité" que la révolution française trouve "son prolongement dans les accents mêlés de l'Internationale et de la Marseillaise, dans le voilage naturel du drapeau rouge et du drapeau tricolore" (éditorial de Roland Leroy). C'est à vomir ! Voilà comment ce parti fils de la contre-révolution défend aujourd'hui les intérêts des ouvriers : en traînant dans la boue l'internationalisme prolétarien, il invite la classe ouvrière à désertir son terrain de classe pour faire cause commune avec ses propres exploités.

Jamais dans son affrontement avec la bourgeoisie, le prolétariat n'a marché derrière les bannières de la classe dominante (au moment de la Commune, c'est le drapeau rouge qui flottait sur Paris alors que le drapeau tricolore, lui, était l'emblème de Versailles). C'est uniquement dans les pires moments de l'histoire du prolétariat que les ouvriers, après une défaite tragique, se sont ralliés au drapeau tricolore pour s'engouffrer dans la guerre impérialiste, derrière les partis "ouvriers" passés avec armes et bagages dans le camp bourgeois (le PS en 1914, le PCF en 39).

Hier, c'était au nom de la défense de la "patrie socialiste" que le PCF s'est montré le meilleur sergent recruteur pour la 2^{ème} boucherie mondiale. Aujourd'hui, c'est au nom de la défense du "patrimoine national" que la racaille stalinienne tente une fois encore de nous entraîner sur le terrain bourgeois du nationalisme.

LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE

"Les prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" Ce mot d'ordre du "Manifeste Communiste" est aujourd'hui plus vivant que jamais. C'est pour cela que le PCF s'acharne encore à l'enterrer en lui repliquant : "Vive le bicentenaire ! Révolutionnaires de tous les temps, continuez-vous !" Car il s'agit bien pour ce chien de garde du capitalisme de dénaturer le sens de la révolution prolétarienne, de la vider de son contenu. Cette vaste entreprise de dévoiement de la classe ouvrière dont le PCF se fait aujourd'hui le champion s'appuie sur cette interprétation crapuleuse de l'histoire de la lutte de classe : le marxisme, en "faisant ressurgir l'idée de Révolution" ne serait, aux dires du PCF, que la "continuité historique naturelle" de l'idéologie jacobine !

Contre toutes les falsifications et les mensonges du PCF, les révolutionnaires doivent affirmer clairement qu'il n'existe aucune continuité mais une rupture radicale entre la révolution de la bourgeoisie et celle du prolétariat qui sont deux classes

(SUITE PAGE 7)

■ Ce n'est pas un hasard si les médias bourgeois passent aujourd'hui sous silence le 70^{ème} anniversaire de la Révolution prolétarienne en Allemagne (cf p.4) tandis que tous les feux de la rampe sont braqués sur le bicentenaire de la Révolution française. D'un côté, la bourgeoisie s'efforce d'évincer de la mémoire du prolétariat les affrontements de classes les plus importants de son histoire, de l'autre, elle essaie de lui faire endosser les habits neufs de ses propres exploités afin de dénaturer l'idée même de révolution aux yeux des ouvriers. C'est bien cet objectif que vise la participation massive du PCF au battage nationaliste lorsqu'il nous appelle à "vivre aujourd'hui la révolution" et à "transformer la France pour qu'elle puisse demeurer fidèle à la meilleure part d'elle-même".

1789 N'EST PAS UNE REVOLUTION DU PROLETARIAT

Un des thèmes majeurs de la propagande du PCF réside dans l'idée que 1789 aurait été une révolution "populaire", un héritage pour le prolétariat qui se serait insurgé contre l'Ancien Régime sur son propre terrain de classe. Rien n'est plus faux ! Même si, dès 1789, le prolétariat, classe encore embryonnaire, se trouvait nécessairement et directement impliqué dans le soulèvement populaire, il doit être clair que c'est sous la direction et pour le compte de la bourgeoisie. Les classes exploitées que la disette et la famine poussaient à la révolte, ne furent que le levier grâce auquel la seule classe révolutionnaire de l'époque, la bourgeoisie, a pu asseoir sa domination politique en brisant le carcan d'un système social devenu caduc. Elle seule pouvait libérer les forces productives des entraves de la société féodale en déclin. En se servant des masses populaires pour chasser la royauté, abolir les privilèges particuliers de la noblesse, éliminer les frontières provinciales, unifier la monnaie et toutes les entraves au commerce et à la libre circulation des marchandises, la bourgeoisie triomphante permettait le plein épanouissement d'un nouveau mode de production : le capitalisme.

Il n'y a aucune ambiguïté là-dessus : 1789 n'était rien d'autre que le début de la révolution bourgeoise. Et si le prolétariat (classe encore minoritaire et faiblement développée dans un pays essentiellement rural où la grande industrie n'avait pas encore pris son essor) y a trouvé son compte, ce n'est certainement pas, comme voudrait nous le faire croire le PCF, parce qu'il en aurait été le principal bénéficiaire, mais parce que le développement du capitalisme était la seule condition lui permettant de se constituer et de s'affirmer en tant que classe. 1789 n'était, en ce sens, qu'une étape nécessaire dans le développement historique des conditions de la révolution prolétarienne qui ne sera mise à l'ordre du jour qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence au début du 20^{ème} siècle.

Et pour nous faire avaler toutes ses couleuvres,

le PCF n'hésite pas à faire dans les nuances. Ainsi, apprend-on dans "L'Huma" que 1789 était une révolution à la fois "populaire et bourgeoise", une révolution interclassiste en somme, où tout antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat aurait été gommé au nom d'un front unique contre l'ennemi commun, l'aristocratie. Mensonge ! S'il est vrai que l'ensemble de la classe ouvrière n'était pas encore en mesure de prendre conscience de ses intérêts spécifiques, si elle avait d'énormes illusions sur les possibilités émancipatrices de cette révolution, la bourgeoisie, elle, n'en avait aucune. C'est un nouveau système d'oppression et d'exploitation qu'elle devait instaurer. Dès la chute de l'Ancien Régime, la bourgeoisie montante, derrière ses fractions les plus radicales défendra ses intérêts de classe sur tous les fronts : non seulement contre la réaction monarchiste, non seulement pour sauvegarder ses frontières nationales contre les invasions extérieures mais aussi contre toute tentative de "débordement populaire". Ainsi, dès 1791, elle instaure la loi Le Chapelier qui, au nom de la destruction d'un vestige de la société féodale - les corporations -, visait essentiellement à empêcher les ouvriers de constituer toute autre forme d'organisation de défense de leurs intérêts de classe. De même, c'est au nom de la liberté de l'industrie et du commerce qu'elle devait interdire la grève considérée comme un délit passible d'emprisonnement. Ce sera ensuite l'instauration d'une dictature policière avec la Terreur non seulement pour lutter contre les forces réactionnaires et les spéculateurs, mais aussi contre les "revendications excessives" du "peuple" qui, derrière les courants les plus radicaux, tendait à prendre à la lettre les principes révolutionnaires et purement mystificateurs de la "Déclaration des droits de l'homme".

Lorsque le PCF nous chante aujourd'hui que "la révolution a répondu à l'aspiration profonde des français de cette époque à plus de justice, c'est-à-dire à plus d'égalité, à plus de liberté c'est-à-dire de possibilités" et que "aujourd'hui dans la mémoire historique du peuple français, notamment de celle des travailleurs, la révolution française existe comme un moment essentiel de la promotion des droits des opprimés et des exploités", c'est encore une infâme crapulerie idéologique visant à masquer le sens réel de la phraseologie "révolutionnaire" des "droits de l'homme". L'égalité dont se revendique le PCF comme l'ensemble des forces du capital, ce n'est rien d'autre que cette égalité juridique à laquelle aspirait la bourgeoisie contre les privilèges de la noblesse. La liberté, c'est celle du commerce, la liberté de s'enrichir en exploitant sans entrave le travail salarié. La fraternité, ce n'était rien d'autre qu'un slogan démagogique destiné à masquer les antagonismes de classe entre exploités et exploités, au nom de l'unité nationale, de la solidarité entre tous les patriotes. Voilà les grands principes "libérateurs" dont le PCF se revendique aujourd'hui avec tant de fierté !

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

"ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.